

## Fondation franco-africaine pour la croissance: première réunion

par [RFI](#)

Un jour, l'éducation sera peut-être l'un des leviers d'entrée sur les marchés africains. Getty Images/Vetta/PPAMPicture

Ce mardi, c'était la toute première réunion de la « fondation franco-africaine pour la croissance ». Des entrepreneurs, des ministres, des chercheurs français et africains se sont rassemblés au ministère de l'Economie à Bercy, sous la tutelle de l'économiste franco-béninois Lionel Zinsou pour échanger et proposer des idées. L'objectif : approfondir le partenariat franco-africain qui, selon les participants, a déjà pris trop de retard.

La France aurait trop attendu avant d'établir de véritables partenariats économiques avec l'Afrique. A la Fondation, le constat est partagé par tous, ou presque. Etienne Giros, le président délégué du CIAN, le Conseil des investisseurs français en Afrique, assure que le « *retard de la France dont on parle beaucoup est relatif. Dans l'absolu, les positions de la France augmentent. Mais le marché africain augmente plus vite que la part de la France.* »

La France en retard, notamment derrière la Chine, qui concentre aujourd'hui 15% de ses investissements en Afrique. Mais pour Etienne Giros, ce n'est pas une menace. « *La Chine s'est beaucoup intéressé aux matières premières et aux infrastructures, explique-t-il. Elle n'a sans doute pas la démarche fondamentale et plus partenariale que nous, les Français, avons. Quand on parle de l'éducation, je ne vois pour l'instant pas la Chine aller sur ce chemin. Or demain, c'est ce type de démarche qui permettra de solidifier les relations avec le continent.* »

L'éducation, c'est une des priorités de cette fondation. Mais pas seulement, Pour Saïd Ibrahim, à la tête de la Bourse de Casablanca, il faut aussi soutenir le secteur bancaire en Afrique pour financer les entreprises du continent. Et là dessus, les banques françaises sont à la traîne. « *Si vous regardez le produit net bancaire des grandes banques françaises, il est réalisé en Afrique à hauteur de quelques pourcent seulement, remarque ce dernier. En termes de rentabilité, la rentabilité générée en Afrique est relativement faible.* »

Investir dans le capital humain, mobiliser les financements privés : voilà les grandes idées de cette fondation pour la croissance. Mais pour le moment, rien de concret n'a été engagé, six mois après l'annonce de sa création par le président François Hollande.